

PRIV DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER... \$16.15 \$7.50 \$3.75 \$1.25
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro  **Cinq Sous**

PRIV DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS... \$2.00 \$1.00 \$0.50 \$0.25
POUR L'ETRANGER... \$4.00 \$2.00 \$1.25 \$0.50
Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, PRO ARIS ET FOCIS, SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 24 JANVIER 1899. Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS PUBLISHED BY THE NEW ORLEANS BEES PUBLISHING CO., LIMITED.
BUREAU: 233 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.
Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENUES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX REDU DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

DEPECHE

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA PRESSE ASSOCIEE

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU MONDE.

Les prisonniers espagnols mis en liberté.

Grand incendie. 2000 balles de coton détruites.

Notas d'argent prindières.

Le comte Esterhazy à la Cour de Cassation.

LA QUESTION DU CANAL DE NICARAGUA.

La construction et le contrôle laissés aux Etats-Unis.

Presses Associées.
New York, 23 janvier.—Le correspondant de la "Tribune" de Londres lui écrit:
La question du canal de Nicaragua va être discutée par le secrétaire Hay et Lord Salisbury d'une façon toute pratique. Au lieu d'en revenir au traité Clayton-Bulwer, qui est très embrouillé et a causé bien du trac, depuis une cinquantaine d'années, ils vont aller droit au but et faire un règlement susceptible de satisfaire les deux parties intéressées, et d'écartier tous les sujets de litige.
L'avenir du monde commercial est engagé dans cette affaire. L'Angleterre et l'Amérique doivent bénéficier considérablement de l'ouverture d'un canal interocéanique, et aucun des deux puissances n'a d'intérêt à entraver et à retarder un travail qui contribuera au progrès de la civilisation.
Sur ce terrain, les deux gouvernements peuvent s'entendre et prendre des mesures communes, pour activer la construction du canal, en régler le contrôle, et en maintenir la neutralité, afin que toutes les nations puissent en profiter.

C'est la politique qu'ils veulent mettre en pratique et qui est digne du génie de la race anglo-saxonne.
Les intérêts relatifs des deux pays, soit dans la construction, soit dans le contrôle du canal interocéanique, ont considérablement changé de nature, depuis qu'a été signé le traité Clayton-Bulwer. C'est un point que les hommes d'état anglais admettent.
Depuis 1850, le canal de Suez a été ouvert; il est maintenant, en fait, sous le contrôle de l'Angleterre. Il donne une communication directe avec l'Inde et l'Australie. Il relie les possessions impériales qui dépendent de la suprématie sur l'Océan.
Les Anglais influents n'hésitent pas à dire que, au point de vue purement anglais, le canal du Nicaragua a beaucoup moins d'importance qu'il n'en avait, en 1850.

L'Angleterre n'y a plus que des intérêts commerciaux; il lui fournira une route directe avec la Chine et les côtes occidentales de l'Amérique du Nord et du Sud.
A l'heure qu'il est, on reconnaît franchement, en Angleterre, que les intérêts des Etats-Unis ont singulièrement grandi de ce côté, depuis qu'a été signé le traité Clayton-Bulwer. Ce canal a une grande importance stratégique pour eux; il relie, les côtes de l'Atlantique, du golfe et du Pacifique; il permet de contourner, d'un côté et de l'autre leurs forces navales; maintenant qu'ils possèdent les Antilles, ce canal va leur servir à relier toutes les possessions américaines comme le canal de Suez relie les possessions anglaises.
Cette situation nouvelle doit exercer une grande influence sur la façon dont sera construit le canal et sur le contrôle qui y sera exercé. Il n'y a plus besoin, comme auparavant, du contrôle des deux puissances. Une seule suffit pour diriger toute l'affaire et mettre à exécution tout le plan.
Les hommes d'état anglais admettent franchement que, si le gouvernement américain fournit tout le capital nécessaire pour l'entreprise, il faut réviser le traité de 1850 et laisser le contrôle du canal aux Américains.

Suivant le traité Clayton-Bulwer, les Américains n'ont même pas le pouvoir de placer une escouade de soldats de marine avec un caporal pour la protection du canal.
Il est donc plus que probable que le gouvernement anglais prendra une attitude très accommodante envers les Etats-Unis, quand ceux-ci lui demanderont de modifier le traité de 1850. La Grande Bretagne désire voir ouvrir le canal le plus promptement possible, dans l'intérêt du commerce universel. Elle aime mieux, même, que la construction et le contrôle du canal soit livré à une seule nation; c'est le meilleur moyen d'en assurer l'achèvement à meilleur marché, et d'en maintenir les droits peu élevés.
L'entreprise de Panama a ouvert les yeux aux ministres anglais. Ils conviennent qu'une compagnie particulière ne peut entreprendre un aussi important travail; il faut une trop grande mise de fonds. L'entreprise est impraticable sous la direction d'une compagnie particulière.
Il est nécessaire que les Etats-Unis offrent une garantie et émettent des bons qui seront négociés, vendus et maintenus au-dessus du pair.

Le Paganisme aux Hawaii.

Commission coloniale.

Presses Associées.
Washington, 23 janvier.—Le secrétaire de la guerre a complété l'organisation d'une mission coloniale qui réglera à Washington toutes les questions de détail du gouvernement des territoires acquis ou occupés pendant la guerre. Le personnel de la commission est le suivant: Général Robert P. Kennedy, de Bellefontaine, Ohio, Curtis Guild, de Massachusetts, et George T. Watkins, de Grand Rapids, Michigan.
Justicier le secrétaire et le sous-secrétaire se sont occupés de l'administration des affaires indiennes, mais les questions soulevées sont si nombreuses et si compliquées que de l'aide est devenu absolument nécessaire.
La commission récemment instituée s'occupera de l'octroi des concessions, de la répartition de l'argent destiné aux travaux publics, ainsi qu'un mot de toutes les questions ennuyeuses soulevées à Cuba, à Porto-Rico et aux Philippines.

Insulte au drapeau cubain.

Général de brigade.

Presses Associées.
New York, 23 janvier.—Le Président a nommé aujourd'hui général de brigade le colonel Eugene Griffin, du premier régiment des volontaires du génie.
New York, 23 janvier.—Une dépêche de la Havane dit que le capitaine Eaton du croiseur auxiliaire Resolute, a capturé un drapeau espagnol de 20 pieds, dans le port. Une golette espagnole de 70 tonneaux, a passé près du Resolute, déployant un drapeau espagnol au-dessus du drapeau cubain, et posant des cris insultants.
Le capitaine Eaton comprit bien qu'il y avait là une insulte préméditée. Il ordonna au cadet de marine Tarrant et à l'officier Thorpe de monter une chaloupe avec un peloton de marins et d'aller signifier au capitaine du navire d'avoir à cesser cette démonstration.
Le capitaine refusa d'abaisser son pavillon. Les marins montèrent alors à bord du navire et firent de force abaisser le pavillon. Les espagnols qui étaient à bord de la golette durent pousser des hurlements pour le drapeau cubain. Mais le navire put continuer sa route. Le drapeau sera gardé comme prise.

En excursion.

Reprise des Affaires d'une Banque.

Presses Associées.
Washington, 23 janvier.—Le président, Mme McKinley et quelques amis sont partis ce matin sur le bâtiment de servitude Sylph pour une excursion d'un jour sur la rivière.
Le colonel et Mme Herrick, de Cleveland, le capitaine et Mme McWilliams, de Chicago, le capitaine et Mme Rand, Mlle Mabel McKinley, Mlle Clara Shields, Mlle Mary McWilliams, Mlle Carrie Harter, C. R. Schultz et James Barber, qui sont partis avec le président et Mme McKinley, sont actuellement installés à la Maison Blanche.
Les excursionnistes reviendront ce soir.

GAIL BORDEN EAGLE BRAND CONDENSED MILK.
No provene aucune substitution au "EAGLE BRAND".
Des milliers de mères témoignent de sa supériorité.
"INFANT HEALTH".
Envoyé gratuitement. NEWTON COMBINED MILK CO. N.Y.



Les commissaires cubains à Washington retournant chez eux satisfaits.

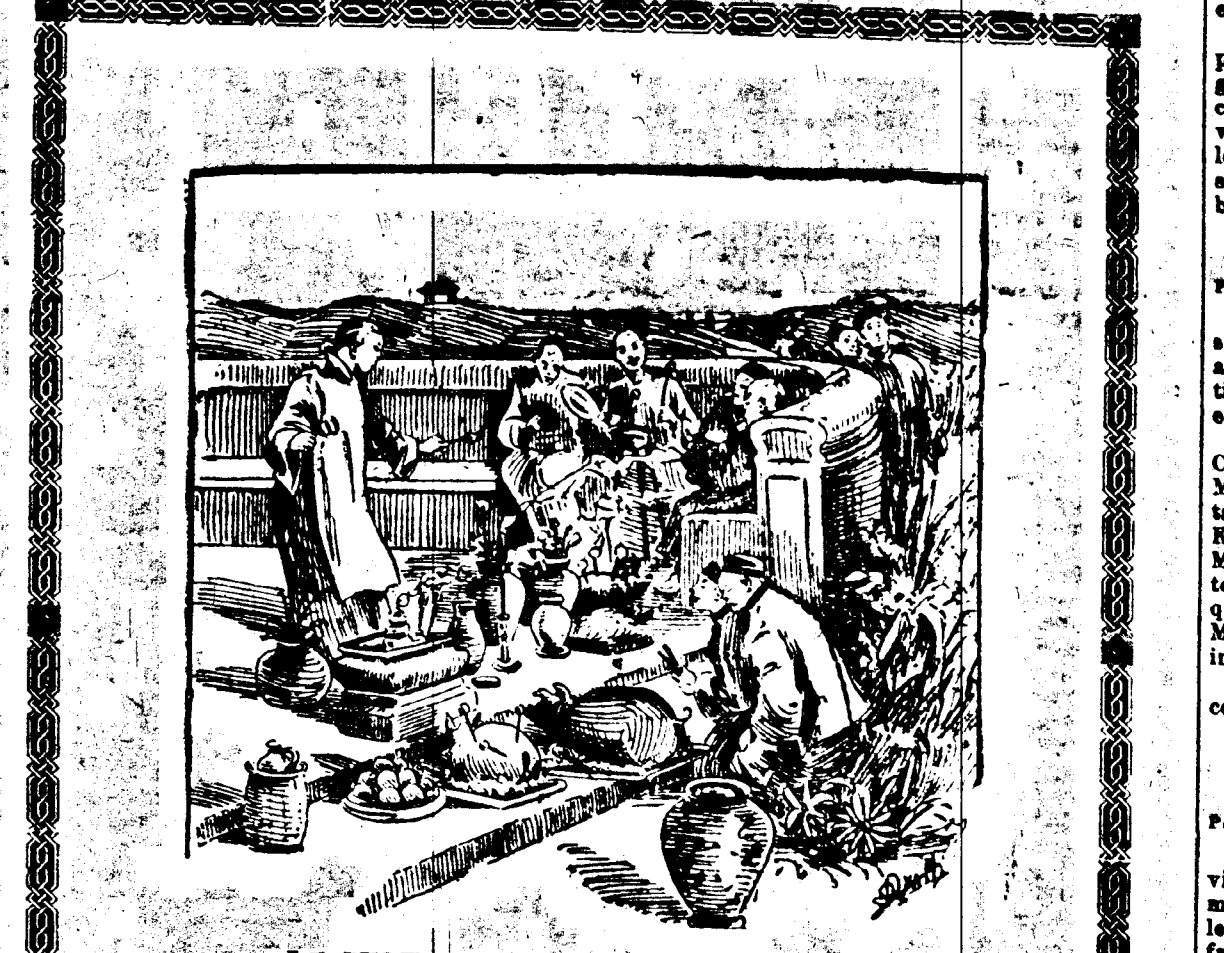
Presses Associées.
New York, 23 janvier.—Les commissaires cubains qui ont passé six semaines à Washington, pour s'entendre avec le cabinet de M. McKinley, sur la forme de gouvernement à donner à leur pays, ont achevé leur travail. Ils vont repartir pour la Havane. De là, ils se rendront à Santa Cruz, où ils feront leur rapport à l'assemblée.
Les commissaires se déclarent très satisfaits. Ils ont réussi à obtenir à peu près tout ce qu'ils désiraient.
Un des commissaires a affirmé que les Etats-Unis avancent une certaine somme pour la paie des soldats cubains. Aussitôt payée, l'armée sera dissoute. On ne sait pas encore quelle sera cette somme, et combien recevra chaque soldat.
Le montant avancé sera garanti par les revenus de l'île, dont le gouvernement américain gardera le contrôle. Les commissaires n'ont voulu entrer dans aucun détail sur leurs travaux, avant d'avoir présenté leur rapport à l'assemblée cubaine.

Le procès de Mme George.

Presses Associées.
Canton, Ohio, 23 janvier.—Mme Anna E. George a été conduite aujourd'hui au tribunal pour entendre la lecture de l'acte d'accusation. Mme George est, on le sait, accusée du meurtre de George D. Saxton.
Les avocats John C. Welty et James S. Sterling, qui avaient, jusqu'à aujourd'hui, représentés Mme George sans autorisation directe de la cour, ont été assignés à sa défense.
Ils se sont opposés à l'interrogatoire préliminaire en ce moment, sous le prétexte qu'il y a dans l'acte d'accusation certains points qu'ils désirent examiner avant de permettre à leur cliente de les reconnaître en plaidant.
Un délai a été accordé par le tribunal. Aucune date n'a été fixée pour la suite du procès.

Nomination d'un membre de la Commission Anglo-Américaine.

Presses Associées.
Washington, 23 janvier.—Le président McKinley a décidé, croit-on, de nommer un membre de la commission anglo-américaine en remplacement de M. Dingley, décédé il y a quelques jours, et a informé de sa décision, parait-il, les sénateurs et les représentants qui se sont présentés à la Maison Blanche pour recommander M. Tawney, représentant du Minnesota, membre de la commission des voies et moyens.
On pensait que, étant donné l'état avancé des travaux de la commission anglo-américaine, la vacance créée par la mort de M. Dingley ne serait pas remplie, mais M. McKinley a voulu que la commission fut au grand complet pour terminer les travaux.



LE CULTE DES ANCESTRS EN CHINE.
A certains jours de l'année tous les membres de la famille chinoise remplissent le devoir sacré de rendre un culte à leurs ancêtres. Ils se rendent au cimetière avec de l'encens, des aliments et des breuvages qu'ils déposent sur les tombeaux après une bénédiction d'un prêtre bouddhiste. Mais les Chinois sont pratiques, et si quelques parcelles des bonnes choses apportées sont laissées sur les tombeaux la plus grande partie en est consommée sur place par les vivants.

Aux îles Samoa.

Presses Associées.
Washington, 23 janvier.—D'après des informations prises par le département d'état de nouveaux avis d'Apia ne seront pas reçus avant la fin de la semaine prochaine. On croit que les rapports seront envoyés par la ligne régulière de navigation entre Auckland et Apia, mais il est possible qu'un voilier soit envoyé auparavant si des événements importants se sont passés depuis le départ du dernier vapeur.
Vendredi ou samedi prochain le navire de guerre anglais parti de Wellington arrivera à Apia. Peut-être un des deux navires de guerre anglais qui se trouvaient alors dans le port sera-t-il employé au transport du courrier à Auckland?
Les correspondances échangées jusqu'ici par les trois puissances signataires du traité de Berlin au sujet des troubles d'Apia ont été d'un caractère plutôt non officiel.
Les gouvernements se sont hâtés à exprimer le désir de traiter l'affaire avec calme et de s'en tenir aux termes de traité pour le règlement.

Le craquement des glaces du Niagara.

Presses Associées.
Chates du Niagara, New York, 23 janvier.—Il y avait près de 1000 personnes sur le pont qui désaient les glaces de la rivière Niagara quand la masse de glace se détacha des rives. Dimanche, il y avait des milliers de curieux pour contempler cet imposant spectacle et admirer les beautés de cette construction toute cristalline.
Tous ont assisté au craquement et on va se mouvoir cette masse qui a pris le courant.
Des cris partirent de toutes parts pour prévenir ceux qui étaient sur le pont ou plusieurs personnes étaient à une très petite distance de la rive; d'autres se trouvaient au centre du pont et traversaient la rivière.
Ceux qui se trouvaient près de la rive purent facilement se mettre en sûreté; mais il y avait au centre du pont une foule d'enfants et, avant qu'ils ne pussent atteindre la rive, les glaces s'étaient détachées. Cependant, personne n'a péri et tout le monde a pu atteindre la rive.
Pointant on s'aperçut bientôt qu'il y avait trois personnes, entraînés dans le mouvement: un homme près de la rive de New York; et un homme et une femme, fuyant du côté de la rive canadienne. Tous

Départ précipité du vingt-deuxième d'infanterie.

Presses Associées.
Omaha, Nebraska, 23 janvier.—Ordre est arrivé aujourd'hui au quartier général du département de Missouri d'envoyer immédiatement à San Francisco le vingt-deuxième régiment d'infanterie.
Les moyens de transports seront prêts ce soir à Fort Crook, et l'embarquement des troupes commencera immédiatement.
L'ordre enjoint au régiment d'attendre, s'il est possible, San Francisco le 28 janvier prochain, pour que les hommes puissent s'embarquer sur le Senator ou l'Ohio; mais on ne croit pas qu'il arrive à temps.

Démissions forcées.

Presses Associées.
Washington, 23 janvier.—On croit que le Président a requis la démission de MM. Shurtlett, Wilkinson et Sharp, trois membres du Bureau des commissaires-priseurs généraux de New York.
Les fonctionnaires de Washington refusent de faire aucune déclaration à cet égard, mais il y a des raisons de croire que le manque d'harmonie dans la commission est une des causes de la mesure prise par M. McKinley.

Le nouveau maire de Limerick.

Presses Associées.
Dublin, Irlande, 23 janvier.—John Daly, le condamné politique irlandais sorti de la prison de Portland en 1896, où il était détenu depuis 1884 pour participation à un prétendu complot pour faire sauter la Chambre des Communes pendant une séance, au moyen de bombes de dynamite lancées de la tribune des étrangers, a été élu maire de Limerick à l'unanimité, conformément à la nouvelle loi établie pour le gouvernement de l'Irlande.